

Le Figaro (site web)

vendredi 15 novembre 2024 - 15:37 UTC +01:00 1349 mots

Actualité ; International

«Vous détruisez tout»: à Gaza, des réservistes israéliens mettent en cause la légalité des ordres appliqués

Guillaume de Dieuleveult correspondant à Jérusalem

RÉCIT - Selon le quotidien « Haaretz », l'armée a ouvert seize enquêtes sur des suspicions de crimes commis par ses soldats dans l'enclave palestinienne.

Victime de l' [attaque terroriste du 7 octobre 2023](#) , Israël s'est vite retrouvé sur le banc des accusés. En dehors du pays, les charges ne cessent de se multiplier. Jeudi, l'ONG Human Rights Watch a publié un rapport concluant que «*le déplacement forcé de la population civile à Gaza par l'armée israélienne constitue des [crimes de guerre](#), des crimes contre l'humanité et un nettoyage ethnique* ».

Mardi, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, la sous-secrétaire générale en charge des affaires humanitaires a déclaré que les conditions dans la bande de Gaza étaient «*impropres à la survie humaine* ». Le premier ministre [Benyamin Netanyahu et son ex-ministre de la Défense, Yoav Gallant, sont toujours menacés d'être sous le coup d'un mandat d'arrêt](#) de la Cour pénale internationale pour «*crimes de guerre*». Via des canaux plus politiques, la dénonciation d'un «*génocide*» est devenue monnaie courante.

Guerre existentielle

Jusqu'à présent, à l'intérieur de la « bulle israélienne », ce flot d'accusations laissait de marbre. La majorité des Israéliens sont convaincus de mener une guerre existentielle dans la bande de Gaza, mais aussi au Liban et contre l'Iran. Les critiques venant d'Europe ou des États-Unis renforcent chez eux le sentiment que les démocraties occidentales, aveuglées par leur naïveté, assoupies dans leur bien-être, ne comprennent pas dans quel environnement se trouve Israël, contraint de lutter pour survivre.

» LIRE AUSSI - [Guerre Israël-Hamas: à Gaza, une situation «pire qu'apocalyptique»](#)

Mais, simultanément, un débat s'élève dans le pays. Il est typiquement israélien dans le sens où il tourne autour de la question de la légalité des ordres militaires, telle qu'elle a été définie par des juges israéliens à la suite d'un des innombrables drames qui ont marqué l'histoire du pays. En 1956, à Kafr Qassem, non loin de Tel-Aviv, 49 civils palestiniens ont été tués par des soldats israéliens, en application d'un ordre que la justice israélienne a, par la suite, déclaré illégal. Cette décision a donné naissance à la jurisprudence selon laquelle pareil ordre, «*au-dessus duquel flotte un drapeau noir*», doit être enfreint.

Légalité des ordres militaires

Les soldats israéliens combattant le Hamas dans la bande de Gaza ont-ils reçu des ordres illégaux ? C'est ce que considère Yuval Green. Mobilisé immédiatement après le 7 Octobre,

ce réserviste d'une unité de parachutistes a servi cinquante jours dans la bande de Gaza, au moment où les combats y étaient les plus durs.

Au mois de janvier, il a annoncé qu'il refusait de servir, estimant que les ordres qui lui étaient donnés n'étaient pas légaux. *«J'ai combattu au côté de soldats qui ont perdu des proches le 7 Octobre. Dans la bande de Gaza, ils ont laissé leur colère se déchaîner, causant des destructions à un niveau difficile à expliquer. Vous entrez dans un quartier et vous essayez d'atteindre un certain objectif militaire. Mais, pour l'atteindre, vous détruisez tout, absolument. Je suis parti parce que je ne voulais pas détruire des maisons alors que ce n'était pas justifié »*, explique-t-il, assurant que ses officiers s'autorisaient, sur le terrain *«des comportements excessifs »*. Avec quelque 160 autres réservistes, il vient de signer une lettre annonçant qu'ils refusaient de servir faute d'accord de libération des 101 otages toujours aux mains du Hamas.

Officier de contrôle dans une unité d'infanterie, Michael Ofer-Ziv a signé cette lettre lui aussi. Il a servi deux mois et demi dans la bande de Gaza avant de prendre cette décision. *«Ce qui s'y passe est mauvais pour les Palestiniens, pour les otages, mais aussi pour nous, Israéliens »*, affirme-t-il. Il dénonce une guerre qui *«corrompt moralement les Israéliens »* et les force à une *«gymnastique morale»* selon lui impossible. *«Nous devenons insensibles à la mort et à la souffrance des Palestiniens. Nous les déshumanisons. Mais alors, que se passe-t-il, sur le terrain, quand l'ordre est de tirer sur tout ce que l'on voit, et que deux enfants traversent la rue ? La question du drapeau noir se trouve là, dans cette ligne floue que nous refusons ou non de franchir. »*

Des enquêtes pour crime de guerre

Plus discret, mais aussi plus massif, le phénomène dénommé en Israël « refus gris », prend de l'ampleur. Il s'agit de ces réservistes qui ne répondent plus à l'appel. D'après l'armée israélienne, 85 % des réservistes se plient désormais aux ordres de mobilisation, alors qu'au début de la guerre c'était 100 %. Après bientôt 14 mois de combats, ces hommes et ces femmes qui ont un travail, une famille, sont fatigués par de longues périodes sous le drapeau. Le modèle de l'armée israélienne, qui repose d'abord sur leur engagement mais pour des périodes en principe courtes, trouve là une limite. Le manque de bras pourrait devenir préoccupant.

Jeudi, le journal *Haaretz* a annoncé que l'armée israélienne enquêtait sur 16 dossiers qui pourraient constituer des crimes de guerre. Elle assure qu'elle agit dans le respect du droit international. De nombreux témoignages de soldats indiquent que le Hamas utilise la population et les infrastructures civiles pour cacher des armes, dissimuler ses combattants qui peuvent surgir, à n'importe quel moment, parmi un groupe de Gazaouis, d'un immeuble banal ou d'un tunnel, pour attaquer des militaires israéliens. Au brouillard de la guerre s'ajoute, chez ceux-ci, un sentiment du devoir et, parfois, un désir de revanche. Cela fait que peu de soldats osent dénoncer ce qui se passe dans le territoire palestinien.

Les journalistes étrangers n'ont toujours pas le droit d'entrer dans la bande de Gaza. Mais, pour des observateurs israéliens, la question est de plus en plus brûlante. Spécialiste du libéralisme, Tomer Persico est chercheur à l'institut Shalom Hartman de Jérusalem. *«Soldats israéliens dans le nord de Gaza : vous êtes peut-être complices d'un crime de guerre »*, a-t-il écrit, fin octobre, dans les colonnes du journal *Haaretz*. *«Je ne sais pas si, pris indépendamment, les ordres sont illégaux »*, explique-t-il. *«Mais si on regarde toute l'opération*

« dans le nord de la bande de Gaza, il y a clairement un problème. » Professeur de droit international à l'université de Tel-Aviv, Eliav Lieblich a une vision plus tranchée. Selon lui, il ne fait aucun doute que *« le déplacement de populations civiles est illégal et implique toute personne, du soldat au chef d'état-major. »* *« Que chacun réfléchisse soigneusement à son rôle face à l'Histoire »*, écrit-il sur X.

Le «Plan des généraux»

Ancien membre du Conseil national de la sécurité, Eran Etzion a été un proche du général Giora Eiland, à qui l'on doit le « Plan des généraux », qui recommande de vider le nord de Gaza de sa population civile. Selon lui, le gouvernement israélien est le principal responsable d'une politique de déplacement de la population palestinienne dans le but d'une colonisation israélienne du territoire *« pour laquelle il n'a pas reçu de mandat du peuple et à laquelle la majorité des Israéliens sont opposés. »* Il s'inquiète de la tache indélébile que cette politique pourrait laisser sur le drapeau de son pays.

« Je comprends très bien le regard de ces observateurs étrangers alarmés par ce qu'Israël pourrait devenir. Ce n'est pas l'Israël dont je veux moi non plus, affirme-t-il. Mais ce gouvernement est responsable de la direction vers laquelle il conduit mon pays. » Eran Etzion espère qu'une mobilisation de la société civile conduira à la chute du gouvernement de [Netanyahou](#). Après quoi, il souhaite que soit établie une commission d'enquête, comme à l'issue de la défaite de 1973. Aux yeux des [Israéliens](#), c'est la seule façon crédible de s'assurer que l'armée a gardé son honneur et son cap, au milieu de la tempête.

Voir aussi :